

A travers son ambassadeur à Kinshasa, le Royaume-Uni accuse :

« Des personnalités au pouvoir s'enrichissent... »

Des cartons rouges ne cessent de s'accumuler à l'endroit des dirigeants congolais. Venant à la suite du Ciat, dont la déclaration a été rendu publique la semaine dernière, le Royaume-Uni, par le truchement de son ambassadeur à Kinshasa, a embouché la même trompette en accusant le pouvoir de Kinshasa de s'enrichir au détriment de la population.

La fête célébrée en l'honneur de la Reine Elisabeth II du Royaume-Uni, le 14 juin dernier à Kinshasa, a donné l'opportunité à l'ambassadeur de Grande Bretagne de poser un verdict très sévère à l'endroit des dirigeants congolais. Sans s'embarrasser d'aucune fioriture, il a déclaré que la Rdc « ne peut pas se développer, ne peut prendre sa place qui lui revient en tant que leader en Afrique, lorsque quelques individus au pouvoir ne pensent qu'à s'enrichir eux-mêmes pendant que les autres crèvent de faim ».

Du coup, le diplomate britannique rejoint le Comité international d'accompagnement de la transition (Ciat) qui, la semaine dernière, déclarait, dans un communiqué de presse, que certains Congolais chargés de gérer les biens publics sont parvenus à croire qu'il était tout à fait normal de s'en servir à des fins personnelles plutôt que de s'assurer que cet argent atteint ceux qui l'attendent désespérément.

Il apparaît ainsi clairement que la communauté internationale ne fait plus de mystère en ce qui concerne la mauvaise gouvernance dans le chef des dirigeants congolais. Ces derniers en ont-ils conscience ? Difficile de répondre par l'affirmative d'autant plus que rien dans leurs actes de gestion au quotidien n'indique un changement de comportement. Ce qui justifie la recommandation du Ciat qui demande l'instauration des audits internes dans chaque structure de l'Etat. Cela aux fins de juguler l'hémorragie qui anémie le trésor public par des détournements répétés.

Pouvoir et responsabilité

Le chef de l'Etat lui-même ne l'a-t-il pas reconnu dans ses différentes adresses à la nation lorsqu'il dénonçait la corruption et la mauvaise gestion de la chose publique ? Et pourtant, outre la communauté internationale, le Royaume-Uni a inscrit à l'agenda de son «Année de l'Afrique » la transition en Rdc. L'ambassadeur de Grande Bretagne au Congo a révélé que le programme d'aide au développement de son pays vers Kinshasa passe de 60 millions Usd pour l'exercice budgétaire 2004-2005 à 80 millions Usd pour le prochain exercice. Il a également souligné les contributions du Royaume-Uni à travers la Commission européenne, la Monuc ainsi que d'autres institutions multilatérales en Rdc.

«Tirer la Rdc de la pauvreté constitue non seulement un impératif moral mais aussi un impératif pour la paix de la région et, en fin de compte, dans ce village planétaire, pour notre propre sécurité », a fait savoir le diplomate britannique qui constate, malheureusement, qu'à part « leur joie de vivre, leur spiritualité et les dons reçus de Dieu, telles la musique et la danse, les Congolais n'arrivent pas toujours à mettre en place un système de bonne gouvernance ». Leçon de morale à la britannique : « Personne n'a le droit d'exercer le pouvoir s'il ne reconnaît pas que le pouvoir implique la responsabilité ».

Payer les fonctionnaires

La Rdc, indique l'ambassadeur, est « un pays très important, un pays ayant une grande chance de mettre en place un gouvernement réellement élu par le peuple pour exercer le pouvoir en tenant compte des intérêts de ce dernier ». Réaliste, le diplomate britannique se veut optimiste. Quel que soit ce qui arrivera au cours de prochains mois, fait-il savoir, « nous sommes tous au point crucial dans l'histoire de la Rdc; ce que nous faisons et la manière dont nous nous conduisons nous-mêmes - c'est-à-dire, dirigeants congolais, représentants de la communauté internationale, la Monuc ainsi que les Ong - déterminera l'avenir des millions de personnes ». Et d'ajouter : « C'est à eux que nous sommes redevables pour mettre les choses en marche ».

Enfin, le Royaume-Uni, par la bouche de son représentant à Kinshasa demande à ceux des Congolais qui ont l'intention de relever le défi du redressement de leur pays, de «travailler pour le peuple». Ils devront inscrire dans leur agenda comme priorité de s'assurer que les enseignants, les infirmières, les magistrats, la police et l'armée sont payés et qu'ils peuvent être fiers du travail qu'ils font. C'est pour ces laissés-pour-compte que le Royaume-Uni et ses partenaires internationaux vont continuer à être présents en Rdc pour accompagner le processus de transition, a-t-il conclu.